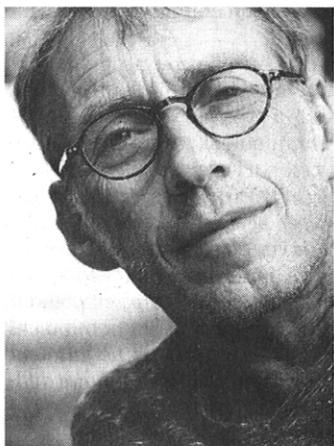


Le Monde



Martin Vanier, géographe, professeur à l'université de Grenoble. PHOTO: DR

Martin Vanier : « Passons à la France des réseaux de vie »

Pourquoi le concept de bassin de vie vous paraît-il appartenir à la « géographie de grand-papa » ?

C'est une représentation quasi obsolète. Elle a été forgée dans les années 1970 lorsque les comportements quotidiens des Français étaient encore homogènes, rythmés par les mêmes temporalités et les mêmes vitesses.

Depuis, les déplacements n'ont cessé d'accentuer leur portée, sans parler des effets d'Internet. L'unité de vie spatio-temporelle s'est estompée. Les habitants d'un même territoire et surtout d'une même grande ville ont de moins en moins les mêmes rythmes et les mêmes horizons. Ce qui les réunit, plus que leur adresse, ce sont leurs trajets, les lieux disjoints de leur sociabilité professionnelle ou autre. Les usagers de telle ou telle ligne du RER ont autant d'intérêts

à partager qu'avec leurs voisins de résidence ! Nous sommes dans une société de réseaux, comme l'ont expliqué les sociologues, depuis vingt ans.

Ces nouvelles mobilités ne sont-elles pas le fait d'une fraction de la population ?

Certes, il y a inégalité d'accès à la mobilité. Pour les plus vulnérables, l'espace de vie peut se rétrécir, se limiter à la « cité », au quartier, au hameau. Mais la précarité ou le vieillissement n'exonèrent pas des déplacements, y compris subis. Au contraire. Combien de travailleurs pauvres viennent de Seine-Saint-Denis chaque matin pour faire le ménage dans les tours de la Défense ? Le concept de bassin de vie ne rend pas compte des énormes différences sociales de vécus spatiaux, par les parcours et les trajets.

Avec l'usage de l'Internet, n'observe-t-on pas une relocalisation des modes de vie ?

Certes, on peut travailler et consommer chez soi grâce à sa connexion, y compris en déplacement. Mais la mobilité économisée n'est pas pour autant réinvestie dans une sociabilité de proximité ou de quartier.

Des urbanistes montrent que les bassins de vie en grande couronne forment des écosystèmes urbains qui échappent à l'aire d'influence de la capitale. Le gouvernement ne devrait-il pas développer ces pôles plutôt que de créer une métropole du Grand Paris qui satellise les départements de la petite couronne ?

Nul besoin d'observer les bassins de vie pour se rendre à l'évidence que le périmètre du Grand

Paris prévu par la loi de janvier 2014 ne résout pas tout. Ne serait-ce que parce qu'il n'englobe pas les pôles majeurs des villes nouvelles !

En Ile-de-France, où les réseaux sont d'une grande complexité et les échelles de vie des habitants multiples, on a besoin de nouveaux outils pour y voir clair. La notion de bassin ne peut plus rendre ce service, car elle donne une lecture de la réalité sociale qui fragmente et fractionne la métropole en nids d'abeilles, au lieu de montrer les flux qui l'assemblent.

Comment adapter l'action politique à une société de réseaux ?

Pour faire correspondre l'espace des solutions à l'espace des problèmes, il faut sortir des territoires. D'une certaine façon, les citoyens l'ont compris : malgré la décentralisation, ils croient de

moins en moins aux pouvoirs locaux, comme l'atteste l'effondrement de la participation aux scrutins locaux. On invoque beaucoup le « vivre-ensemble », mais il est temps de se reposer la question : où habitons-nous vraiment ensemble ?

Quels sont les outils pour y répondre ?

Produisons les représentations de nos parcours, de nos trajets, de nos sociabilités ! Montrons comment tout cela combine en permanence mobilité et sédentarité. Révétons ce qui agrège cette société qui déborde partout des bassins ! Acceptons de reconnaître la complexité, les échelles multiples, les vitesses différenciées. Passons enfin de la France des bassins de vie à la France des réseaux de vie ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. J.